

Les liens entre la santé et l'environnement se trouvent au cœur de nombreuses discussions, au point de se profiler, pour certains, comme le motif d'un combat unique, à mener de front et d'urgence par des forces jusque-là restées isolées mais devant œuvrer à la coalition au nom du bien commun. Alliance impérative ou mariage blanc ? La question passionne autant qu'elle divise.

Santé et environnement : même combat ?

“ Plus la distance entre la cause et l'effet s'allonge, plus la question des options politiques et des cadres d'interprétation prend de la place par rapport au constat d'un effet direct d'une chose sur une autre.

Antoine Lebrun évoque un exemple interpellant des répercussions que peut avoir le repli d'une ONG sur son seul secteur :

En 2007, l'OMS publiait un rapport établissant que « 24% de la charge mondiale de morbidité et 23% des décès peuvent être attribués à des facteurs environnementaux »¹. Le changement climatique semble rendre plus évident encore l'impact de l'environnement sur la santé, comme le souligne un rapport du GIEC datant de 2014 : « Hausse du taux de sous-alimentation en Afrique, augmentation des causes de vulnérabilité pour les populations pauvres, recrudescence des catastrophes liées au climat et donc de la fréquence des blessures, maladies ou décès qu'elles provoquent », voilà le tableau peu réjouissant alors dépeint par des scientifiques sur le

¹ Anne-Laure Bouchet, Note synthétique. Lien santé-environnement, Médecins du Monde, Bruxelles, janvier 2016, p. 12.

Les moustiques: un enjeu environnemental ou sanitaire ?

“ Certaines ONG – comme l'UNICEF – distribuent des moustiquaires pour protéger les populations locales de la malaria. Dans de nombreux pays d'Afrique, les gens se servent de ces moustiquaires comme filets de pêche. Mais les mailles d'une moustiquaire sont tellement fines, qu'en réalité, ils épuisent complètement et très rapidement les écosystèmes eau douce des poissons qui y vivent avec, évidemment, des conséquences pour l'environnement, mais pas uniquement. Si cela se trouve, le drame pour les populations

locales pourrait être pire que si les moustiquaires n'étaient pas distribuées. Cela mériterait une concertation intersectorielle. Si les moustiquaires, censées protéger de la malaria, sont utilisées à mauvais escient et qu'à la suite d'un usage déficient il n'y a plus de poissons, donc plus de nourriture et donc une vague de réfugiés environnementaux, au final, on fera travailler l'UNICEF, MSF et le WWF mais ce ne sera pour le bien de personne.

”



Christophe Buffet

Christophe Buffet est un homme à l'air sérieux, portant des lunettes et ayant une barbe courte. Il est présenté en portrait dans le cadre d'un dossier sur les ONG environnementales. Le texte qui suit explore son rôle de médiateur entre deux courants d'ONG et son expertise en tant que consultant et chercheur.

Les ONG environnementales : un train d'avance

Les ONG environnementales travaillent toutefois depuis quelques années à réduire cette distance, comme l'explique **Christophe Buffet**, consultant et chercheur en

² <http://humanitaire.revues.org/2941>

³ <http://humanitaire.revues.org/2944>

adaptation au changement climatique : « On a longtemps reproché aux ONG environnementales de créer des espaces *sous cloche*, sans hommes, et de parfois transformer les populations locales en braconniers en instaurant d'autorité des zones destinées à rester telles quelles et en excluant les populations locales. Ces ONG ont fini par intégrer les questions de développement de manière pragmatique dans leurs projets parce qu'elles se rendaient compte que leurs actions créaient des tensions avec les populations locales. » C'est aussi ce dont témoigne **Juliette Boulet**, chargée de mission énergies renouvelables chez Greenpeace, au sujet des pères fondateurs de son ONG : « L'un des combats de nos pères fondateurs était la lutte contre la chasse à la baleine. Assez rapidement, ils se sont rendu compte que travailler contre les pêcheurs qui faisaient bien leur travail, c'est-à-dire dans le respect du cycle de la biodiversité, n'allait pas être productif et que, au contraire, il fallait pouvoir s'associer à des gens qui faisaient bien leur travail contre la pêche japonaise, par exemple. » **Antoine Lebrun**, directeur





Une distinction occidentale

Pour **Christophe Buffet**, le discernement entre l'homme et la nature est typiquement occidental : « Les ONG se sont créées de manière parallèle dans le monde occidental, qui sépare traditionnellement tout ce qui relève de la nature et tout ce qui relève des hommes. Cette dichotomie entre nature et culture est un héritage des Lumières. Nous la retrouvons beaucoup moins dans les ONG dites “du Sud”, qui peuvent relever des deux sphères sans trop de difficultés, sauf quand elles

sont des émanations d'ONG internationales. » À cet égard, le Réseau Climat & Développement, qui rassemble 80 associations africaines francophones, fait figure d'exemple. Corrélant climat et développement, il se focalise aujourd'hui principalement sur “l'adaptation” des pays africains aux nouveaux défis posés par la concomitance entre la contrainte climatique et la crise énergétique. Comme l'explique **Alix Mazounie**, ancienne responsable de la politique internationale du

Réseau Action Climat France, cette simultanéité « renforce ou crée des “trappes à pauvreté” à tel point que les classes moyennes qui sont en train d'émerger dans les pays en développement pourraient retomber dans la pauvreté à cause du changement climatique. »¹ Il serait ainsi devenu difficile de penser le climat sans le développement et vice versa.

¹ <http://humanitaire.revues.org/2951>



de WWF-Belgique, explique de la même façon l'antériorité du mouvement des ONG environnementales

vers l'homme par **Juliette Boulet** rapport à celui des ONG de l'humain vers la nature : « La mission d'une ONG de la santé ne sera pas directement affectée par le fait que celle-ci génère des déchets (des véhicules, du matériel de soin, etc.) provoquant des déséquilibres dans la nature environnante. Alors que, si nous ne prenons pas en compte l'aspect humain dans nos actions, la qualité de celles-ci en souffrira immédiatement. En réalité, je pense que pour les ONG qui travaillent sur l'humain ou sur la santé, la prise de conscience du lien entre la santé et l'environnement est plus difficile parce que la relation est plus complexe. »

C'est grave, docteur ?

Pour **Stéphane Heymans**, directeur des opérations pour Médecins du Monde Belgique, le rapport entre la santé et l'environnement est en effet particulièrement difficile à établir : « De manière générale, l'impact de l'environnement sur la santé fait partie des déterminants sociaux de la santé. Mais, dans bien des cas, il est périlleux d'identifier une causalité immédiate, une multitude d'autres facteurs pouvant



“ Nous devrions fonctionner comme les écosystèmes: il y a une extrême partition des rôles et cela marche admirablement bien. En revanche, tous les acteurs doivent veiller à ce que l'ensemble fonctionne en harmonie.

également influencer l'état de santé d'une personne. » **Rony Brauman**, ancien président de Médecins Sans Frontières France (1982-1994) et actuellement directeur de recherches à la Fondation MSF, fait un pas de plus en voyant là un motif pour ne pas mêler les genres : « C'est un vieux débat au sein des ONG. J'ai eu de très nombreuses discussions, assez vives souvent, avec des gens qui disent s'occuper de développement et qui considèrent s'attaquer aux véritables causes des problèmes que connaissent les gens et que ne s'occuper que des conséquences, c'est démissionner. On pourrait tout aussi bien reprocher aux ONG médicales de n'avoir pas assez creusé les liens entre le capitalisme et les pathologies. Je pense notamment à Norman Bethune, célèbre médecin canadien dans les années 1930, qui disait

être communiste parce que l'éradication du capitalisme était le seul moyen de venir à bout de la tuberculose. Le rapport entre la misère et la tuberculose était assez net. Le rapport entre la misère et la société d'exploitation capitaliste n'était pas moins net. Et pourtant, la corrélation entre la tuberculose et le capitalisme n'est pas aussi simple que cela à établir. Plus la distance entre la cause et l'effet s'allonge, plus la question des options politiques et des cadres d'interprétation prend de la place par rapport au constat d'un effet direct d'une chose sur une autre. Par exemple, il y a une causalité directe entre creuser des veines de charbon et attraper la silicose. Les médecins ont, dans ce cadre, un rôle important à jouer dans la démonstration de cette concordance. La mise en évidence d'un phénomène collectif

de pathologie est fondamentale. Dans ces phénomènes de causalité très localisés, où la distance entre les causes et les effets est très réduite, les médecins doivent s'impliquer. Mais pour une question aussi vaste et politique que l'impact de l'environnement sur la santé, je ne pense pas qu'il relève de notre légitimité d'intervenir. »

Agir en écosystème

Certains intervenants contournent la question de la légitimité en proposant une approche en écosystème. Ainsi en est-il de Stéphane Heymans et d'Antoine Lebrun. Ce dernier argumente : « Je pense que nous devons travailler main dans la main avec d'autres ONG, mais que chacune doit garder son domaine d'expertise et se prononcer sur les questions où elle est légitime.



Stéphane Heymans



Nous devrions fonctionner comme les écosystèmes : dans aucun écosystème, il n'y a un organisme qui remplit tous les rôles. Il y a une extrême partition des rôles et cela marche admirablement bien. En revanche, tous les acteurs doivent veiller à ce que l'ensemble fonctionne en harmonie. »

Plusieurs types d'alliances sont envisagés. L'une d'entre elles est d'ores et déjà mise en place et se signe autour de "grandes causes" considérées comme communes, à l'occasion d'événements ponctuels médiatisés. C'est notamment le cas lors des COP et, récemment, au cours des manifestations contre le TTIP. Une grande plateforme thématique nationale est aussi organisée depuis quelques années : la coalition climat, qui regroupe aujourd'hui 65 organisations d'horizons différents. Les ONG mènent ainsi des campagnes de communication collectives au nom du "grand tout" dont nous faisons partie. En revanche, elles sont plus divisées quand il s'agit de pousser à la mobilisation intersectorielle dans leurs campagnes propres. Stéphane Heymans pense que MdM devra être davantage proactif et lier sa communication avec les questions environnementales lorsque c'est possible. Ainsi, illustre-t-il, quand MdM in-

tervient dans le cadre de catastrophes naturelles, il devra mentionner le réchauffement climatique dans sa communication au public : « Celui-ci est

prêt pour cela. Il est déjà sensibilisé aux enjeux climatiques et est réceptif à ce genre de messages. Nous devons aussi suivre cette évolution. » Juliette Boulet est du même avis : « Nous menons déjà une réflexion intersectorielle par campagne. La plus exemplative étant notre campagne agriculture, "food for life", où nous travaillons sur la lutte contre les pesticides et sur le développement de l'agriculture biologique et agroécologique. Pour le premier volet de la campagne, nous insistons évidemment sur l'impact des pesticides sur la santé. C'est aussi le message qui parle le plus aux gens. »

Antoine Lebrun est plus mitigé à l'idée de campagnes englobantes. S'il n'a aucun doute sur la pertinence de la participation du WWF à des mobilisations intersectorielles, il pense que les campagnes propres au WWF seraient affaiblies par une approche globalisante : « Nous touchons moins de gens si nous présentons



Rony Brauman



notre problématique comme globale que si chaque acteur avait un discours spécifique. Quand on démarché les gens en rue, on a vingt secondes pour convaincre. Il faut un discours très ciblé. » C'est l'une des raisons pour lesquelles MSF va même jusqu'à refuser de s'impliquer dans les COP, des plateformes intersectorielles pourtant courues par des ONG qui limitent les signes d'ouverture à leur seule participation à celles-ci. Rony Brauman explique cet isolement en revenant sur sa conception de la légitimité : « Prendre la parole est toujours un acte auquel il faut accorder un certain sérieux. Si on n'apporte pas quelque chose qui a une réelle valeur, on affaiblit la parole suivante. Je plaide depuis longtemps pour que MSF mesure et calibre sa parole. Une parole un peu rare a plus de poids, surtout lorsqu'elle est concentrée sur des territoires où l'on est reconnu comme légitime pour en parler. Se mêler d'environnement pour une ONG médicale est, à mes yeux, un genre d'extension un peu opportuniste : on parle beaucoup du climat – à juste titre – depuis quelques années. Il peut être tentant, pour une ONG médicale, d'utiliser cette fenêtre d'opportunité pour occuper la scène médiatique. »

Territorialiser les collaborations

Pour Rony Brauman, il serait plus pertinent de conclure des collaborations *ad hoc*, de façon localisée : « Je crois que, ponctuellement, sur des terrains communs qui se

Michèle Deworme, directrice société civile à la DGD, saisit l'occasion du débat qui nous occupe pour élargir celui-ci et l'ouvrir à la problématique plus globale de la collaboration entre ONG, indépendamment des secteurs d'activités de celles-ci :



Des objectifs indissociables pour un développement durable

« Selon moi, la réflexion ne peut pas être limitée à une division entre les ONG médicales et les ONG environnementales. La division est tout aussi manifeste entre les ONG environnementales et celles qui s'occupent de l'agriculture ou de l'eau. Pour moi, le lien entre la santé et l'environnement est manifeste, mais pas plus que celui entre l'agriculture et la santé ou l'eau et la santé. Je pense qu'il serait plus pertinent d'analyser les choses par zone géographique : la plus-value d'une collaboration entre ONG me paraît plus évidente par région que par thème. Par ailleurs, il faudrait faire sauter l'obstacle principal à davantage de collaboration intersectorielle entre les

ONG : l'individualisme. Celui-ci se manifeste aussi parmi les ONG appartenant au même secteur. Par exemple, peu d'ONG médicales collaborent entre elles alors qu'elles forment un ensemble a priori cohérent. Chaque ONG est persuadée d'être dans le bon et celle qui s'intéresse aux zones de santé peut éventuellement trouver inutile de s'occuper des hôpitaux de référence ou de la politique de santé dans un pays. Une partie du manque de résultats de la coopération est dû au fait que ce que l'un tricote, l'autre le détricote. Il y a un besoin de plus de collaboration. C'est l'un des objectifs du développement durable : formuler des objectifs indissociables les uns des autres. »



La consommation de viande de brousse (ici du singe fumé) est soupçonnée d'être à l'origine de la propagation du virus Ebola. En communiquant sur ce risque, on intervient sur l'extinction des espèces et on agit sur des risques sanitaires majeurs. Une action conjointe peut dans ce cas agir sur plusieurs axes.

“ En travaillant sur les causes de vulnérabilité des populations, on associe la préparation, la mitigation et la prévention dans un ensemble cohérent d'activités dans lesquelles les différentes familles d'ONG peuvent se retrouver.

croisent de façon manifeste, nous avons des choses à faire avec les ONG environnementales. Par exemple, dans le delta du Niger, on pourrait concevoir une action conjointe entre des ONG environnementales, des ONG médicales et les ONG locales qui se bagarrent contre la pollution pétrolière et les catastrophes environnementales et sanitaires causées par celle-ci. Chacun s'y articulerait à la légitimité de l'autre et construirait un système d'alerte et de critique dans l'espoir de remédier à cet état de fait. » Antoine Lebrun plaide également pour des collaborations régionales : « Je pense qu'il serait intéressant de mettre régulièrement autour de la table toutes les ONG belges actives dans des régions particulières. Prenons l'exemple récemment médiatisé du gorille des plaines de l'Est du Kivu, en danger d'extinction : le premier facteur de menace à cet égard est le braconnage. Et, comme

principale cause du braconnage, nous retrouvons des grosses lacunes en matière de gouvernance locale dans la région. Il y a certainement des ONG qui travaillent sur cette question-là en Belgique. On pourrait davantage se parler. Mais si on développe une approche régionale, est-ce que cela fait sens d'en parler en Belgique ou là-bas, sur place ? Ce qui peut sembler une absence de débat en Belgique ne veut pas dire qu'il n'y a pas de débat là-bas sur place : il y a beaucoup d'organismes de concertation régionale dans le Sud. »

La RRC : la panacée ?

Pour Stéphane Heymans, le concept de réduction des risques de catastrophes (RRC) est un autre moyen de jeter des ponts entre les ONG. En travaillant sur les causes de vulnérabilité des populations, celui-ci associe la préparation, la mitigation et la pré-

“ Une partie du manque de résultats de la coopération est dû au fait que ce que l'un tricote, l'autre le détricote. Il y a un besoin de plus de collaboration. C'est l'un des objectifs du développement durable : formuler des objectifs indissociables les uns des autres.

vention dans un ensemble cohérent d'activités dans lesquelles les différentes familles d'ONG peuvent, en effet, se retrouver. Comme le résume Stéphane : « Le concept de RRC est intéressant à plus d'un titre. Il inclut la notion de résilience, il fait le lien entre la logique de l'urgence et celle du développement et il prépare les communautés à mieux absorber et à mieux répondre aux chocs ». Et de conclure sur la volonté de Mdm Belgique d'ouvrir dans les années à venir un ou deux projets dont le choix est motivé par la vulnérabilité environnementale. Christophe Buffet voit là une petite révolution dans le milieu des ONG : « En tant qu'association urgentiste, Mdm avait tendance à intervenir plutôt après les catastrophes. La démarche préventive est donc relativement nouvelle. Pour Mdm France, elle date de 2008, moment où l'ONG développe à Madagascar un projet de prévention des catastrophes naturelles liées au changement climatique. Cette approche supplémentaire fait partie d'un basculement ma-

jeur dans le secteur humanitaire, avec une zone un peu floue sur cette question de prévention, qui peut relever à la fois des ONG urgentistes, des ONG de développement et, en partie, créer des liens avec des ONG environnementales. Il y a ainsi de nombreux dispositifs déployés autour des forêts : le reboisement peut servir, dans certaines régions, à réduire les risques de catastrophes dues à la sécheresse, à diminuer l'impact des vents et des tempêtes et à être une source d'activité économique pour les populations locales. Cela fait notamment partie du programme du Care à Madagascar et de la Croix-Rouge au Kenya. » Le WWF s'est également déjà embarqué dans l'aventure, comme l'explique Antoine Lebrun : « La réflexion a été tellement loin chez nous que pour notre projet principal, dans le Nord-Kivu, nous ne travaillons pas sur la nature. Nous ne travaillons que sur l'humain. C'est un projet d'agroforesterie où nous aidons les paysans à initier des plantations d'eucalyptus pour générer des revenus et du bois de





“ Nous sommes presque *border-line* par rapport à notre mission car nous ne sommes plus dans une aire protégée à protéger des espèces. Nous travaillons sur une menace extérieure au parc avec les populations locales.

chauffe pour qu'ils évitent de se servir dans le parc naturel. Mais nous ne travaillons pas dans la réserve protégée. Nous travaillons à l'extérieur. Nous sommes presque *border-line* par rapport à notre mission car nous ne sommes plus dans une aire protégée à protéger des espèces. Nous travaillons sur une menace extérieure au parc avec les populations locales. »

Enfin, la RRC se présente comme le point de ralliement pour les ONG de tous secteurs qui ambitionnent de s'attaquer à ce que certains considèrent comme l'un des enjeux majeurs des années à venir : les réfugiés climatiques. Antoine Lebrun à ce sujet : « On pourrait davantage parler du rôle du changement climatique dans les crises des réfugiés. Ce sont des dossiers où les ONG humanitaires et environnementales pourraient non pas développer des opérations ensemble sur le terrain, mais bien une ré-

flexion stratégique sur la façon dont elles pourraient adresser cette problématique sur le long terme. Elles pourraient réfléchir ensemble à la manière de construire une plus grande résilience au changement climatique des écosystèmes et donc des sociétés humaines qui en dépendent. Ainsi, deux programmes pourraient servir une même finalité. » Pour Stéphane Heymans, ce sera l'une des priorités de Mdm Belgique dans un futur proche : « La question des réfugiés climatiques n'occupe pas encore l'avant-scène médiatique car ceux-ci sont encore peu nombreux. Mais elle est d'ores et déjà une préoccupation pour nous car elle ne peut prendre que de l'ampleur si nous ne l'attaquons pas de front. Quand des îles disparaîtront, les gens bougeront. Et la manière dont l'Europe s'est clôturée ces derniers mois n'est pas de très bon augure pour gérer ce phénomène. »

Enfin, les options de coopération entre les ONG sont aujourd'hui aussi floues qu'infinies : collaborations *ad hoc*, structurales, régionales, limitées à des campagnes englobantes ou s'infiltrant jusqu'au cœur même de chaque organisation, il semble que les ONG ne savent pas encore très bien à quel saint se vouer. Mais déjà se dessine au loin de cet horizon brumeux une image aux contours plus nets : celle d'un monde en bouillonnement, prêt à construire un projet d'avenir ensemble.

CÉLINE PRÉAUX

Venez débattre de ce sujet d'actualité le 24 novembre ! Vous recevrez bientôt une invitation.